



Formulaire standard numéro 14 (Canada) Proposition d'assurance caution des institutions financières

Comment remplir la présente proposition

Vous pouvez remplir le présent document PDF directement à l'écran.

Vous devez remplir la présente proposition pour chaque nouvelle assurance caution et à chaque anniversaire de la prime. Veuillez répondre en entier à toutes les questions. Au besoin, comme il est indiqué dans les questions ci-dessous, veuillez fournir des renseignements supplémentaires dans un document séparé arborant l'en-tête de votre entreprise et joignez-le à la présente proposition.

Une fois la proposition dûment remplie, un représentant autorisé du proposant doit y inscrire la date et y apposer sa signature.

AVIS

Veuillez prendre note que CNA n'assume aucune responsabilité à l'égard des montants après l'épuisement du montant de cautionnement en vigueur.

Le fait de fournir des renseignements au sujet d'une réclamation, d'un sinistre, de dommages ou d'une réclamation éventuelle en réponse à toute question formulée dans la présente proposition n'a pas pour effet de créer une assurance couvrant cette réclamation ou cette réclamation éventuelle. Le défaut du proposant de déclarer à sa compagnie d'assurance actuelle une réclamation présentée contre lui pendant la période d'assurance caution courante ou de déclarer un acte, une omission ou une circonstance connus de lui et susceptible de donner lieu à une réclamation, à un sinistre ou à des dommages avant l'expiration de l'assurance caution actuelle peut créer une lacune en matière d'assurance.

À noter que la présentation d'une proposition dûment remplie et signée n'oblige par un proposant à souscrire l'assurance ni la compagnie d'assurance à accorder l'assurance.

Dans le cadre de la présente proposition, le terme «proposant» désigne le premier assuré désigné ainsi que toutes les organisations et fonds qui présentent une demande d'assurance caution.

I. RENSEIGNEMENTS SUR LE PROPOSANT

Le proposant à désigner au point 1 des Conditions particulières : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province/état : _____ Code postal : _____

Site(s) Internet : _____ Numéro de téléphone : _____

Représentant désigné pour recevoir la correspondance et les avis de l'assureur :

Nom : _____

Titre de fonction : _____ Courriel : _____

a. Date de création du proposant : _____

b. Type d'industrie (veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent) :

- Conseiller en placement inscrit
- Fonds spéculatif
- Maison de courtage de valeurs
- Preneur ferme
- Courtier en marchandises
- Société de gestion de placements immobiliers
- Investissement en capital/capital de risque
- Fonds commun de placement agréé (fonds commun de placement)
- Autre

c. Existe-t-il des filiales pour lesquelles une garantie est demandée dans le cadre de l'assurance caution ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez joindre des renseignements détaillés.

II. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Veuillez inclure une liste de tous les assurés, y compris les régimes d'avantages sociaux des employés à couvrir (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

2. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous pour les garanties demandées :

Garantie demandée	Montant demandé	Franchise demandée	Montant à expiration	Franchise à expiration	Assureur actuel
Détournement	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____
Capital client	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____
Dans les locaux	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____
En transit	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____
Falsification ou modification	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____
Valeurs mobilières	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____
Contrefaçons	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____

Cybercriminalité :

- | | | | | | |
|--|----------|----------|----------|----------|-------|
| 1. Fraude informatique entre systèmes informatiques – utilisation abusive de données d'accès | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |
| 2. Fraude informatique entre systèmes informatiques – piratage, intrusion ou virus | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |
| 3. Instructions de transferts frauduleux – Fraude par virement | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |
| 4. Programmes de données ou informatiques – Destruction ou vol | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |
| Fraude par piratage psychologique | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |

3. L'assureur de l'une des garanties énumérées ci-dessus a-t-il indiqué son intention de ne pas renouveler cette garantie ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

4. Au cours des 18 derniers mois ou des 12 prochains mois, des changements ont-ils été apportés ou sont-ils prévus en matière de contrôle, d'achat ou d'acquisition de filiales ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

5. Au cours des 12 derniers mois, des changements ont-ils été apportés au sein de la direction générale ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

III. EXPOSURE INFORMATION

1. Veuillez fournir les renseignements suivants :

- Nombre d'employés salariés à temps plein (y compris le nombre de dirigeants), d'employés à temps partiel, de personnes employées par des entreprises de travail temporaire et d'avocats engagés situés au Canada, aux États-Unis, à Porto Rico et dans les îles Vierges. _____
- Nombre d'employés salariés à temps plein (y compris le nombre de dirigeants), d'employés à temps partiel, de personnes employées par des entreprises de travail temporaire et d'avocats engagés situés à l'extérieur du Canada, des États-Unis, de Porto Rico et des îles Vierges. _____
- Nombre de sites (autres que l'établissement principal) du proposant au Canada, aux États-Unis, à Porto Rico et dans les îles Vierges. _____
- Nombre de sites à l'extérieur du Canada, des États-Unis, de Porto Rico et des îles Vierges. _____
- Revenu à la fin de l'exercice le plus récent. _____ \$

- f. Fonds sous mandat de gestion à la fin de l'exercice le plus récent. _____ \$
 - g. Actifs sous conseil à la fin de l'exercice le plus récent. _____ \$
2. Le proposant possède-t-il une filiale de courtage de valeurs assujettie à l'article 4456 de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir les renseignements suivants :

- a. Nom de la filiale : _____
- b. Nombre total de représentants inscrits auprès de l'OCRCVM : _____
- c. Nombre total de représentants inscrits auprès de l'OCRCVM non employés inclus au point 1.b. ci-dessus : _____
- d. Nombre total de sites, y compris les succursales et d'autres sites, au sein desquels travaillent des représentants inscrits auprès de la Financial Industry Regulatory Authority des États-Unis : _____
- e. Veuillez indiquer le montant et la franchise requis en vertu de l'article 4456 de l'OCRCVM :
 Montant : _____ \$ Franchise : _____ \$
- f. Si des actifs sont détenus à titre de dépositaire, veuillez décrire la nature des services de garde d'actifs (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

- g. Quel est le pourcentage total de fonds sous mandat de gestion détenus à titre de dépositaire ? _____ %

IV. PRESTATAIRES DE SERVICES

1. Veuillez dresser la liste des prestataires de services dans le tableau ci-dessous (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

Prestataire de services	Nom(s)	Nombre d'années d'engagement	Affilié au proposant (Oui/Non)
Auditeur	_____	_____	_____
Dépositaire	_____	_____	_____
Prime Broker	_____	_____	_____
Sécurité des technologies de l'information (TI)	_____	_____	_____
Infrastructure de technologies de l'information (TI)	_____	_____	_____

2. Le proposant procède-t-il à une vérification annuelle de ses prestataires de services tiers afin de s'assurer qu'ils respectent ses normes de gouvernance d'entreprise ? Oui Non

V. AUDIT

1. Audit externe :

- a. L'auditeur externe procède-t-il à des examens annuels des contrôles internes et fournit-il des rapports écrits à la direction générale ? Oui Non
- b. Des audits externes sont-ils effectués régulièrement pour chaque site de l'entreprise ? Oui Non
- c. Des faiblesses importantes ou des lacunes significatives ont-elles été signalées dans la dernière lettre de recommandation ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez joindre une copie de la lettre de recommandation et de la réponse de la direction.

2. Audit interne :

- a. Le proposant dispose-t-il d'une fonction d'audit interne ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez répondre à la question suivante :

i. Qui exécute cette fonction ?

Employés : Nombre d'employés concernés : _____

Tierce partie : Nom de la tierce partie concernée : _____

- ii. Un rapport écrit est-il remis à la direction générale ? Oui Non

- iii. Le calendrier d'audit interne prévoit-il une visite en personne de tous les sites des filiales et des coentreprises au moins tous les trois (3) ans ? Oui Non

- b. Le proposant dispose-t-il d'un service d'assistance téléphonique ou d'un autre moyen permettant de signaler de manière anonyme des opérations financières suspectes ? Oui Non

3. Vérification réglementaire :

Veuillez indiquer la date de la dernière vérification réglementaire et préciser quelle autorité a procédé à ladite vérification :

Date : _____ Autorité : _____

Si la dernière vérification réglementaire a été effectuée au cours des trois (3) dernières années, veuillez joindre une copie de la lettre de l'organisme de réglementation et de la réponse de la direction.

VI. VÉRIFICATIONS DES RESSOURCES HUMAINES

1. Le proposant dispose-t-il d'une personne dédiée à la gestion des emplois et des salaires ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, les ajouts au système de paie sont-ils automatiquement signalés à cette personne ? Oui Non

2. Le proposant procède-t-il aux vérifications suivantes avant une embauche :

- a. Vérification préalable à l'emploi ? Oui Non

- b. Vérification des antécédents criminels ? Oui Non

- c. Vérification de solvabilité ? Oui Non
- d. Vérification de la formation ? Oui Non
3. Le proposant exige-t-il que tous les employés suivent une formation antifraude, y compris, mais sans s'y limiter, portant sur la détection de techniques de piratage psychologique, d'hameçonnage ou d'autres escroqueries ? Oui Non

VII. MESURES INTERNES

1. Le proposant exige-t-il que tous les employés prennent au moins cinq (5) jours de congé consécutifs chaque année ? Oui Non
2. Des dispositions relatives au pouvoir de signature des chèques et des exigences de double contrôle sont-elles mises par écrit ? Oui Non
3. Tous les employés autorisés à rapprocher les comptes du proposant ont-ils l'interdiction d'autoriser des paiements et d'effectuer des dépôts ou des retraits ? Oui Non
4. Des contreseings sont-ils exigés pour tous les chèques ? Oui Non
- Si vous avez répondu « non » à la question ci-dessus, à partir de quel montant les contreseings sont-ils obligatoires ? _____ \$
5. Le proposant utilise-t-il les services Positive Pay ou Reverse Positive Pay pour toutes les émissions de chèques ? Oui Non
6. Les tentatives des employés d'accéder à des informations pour lesquelles ils n'ont pas d'autorisation d'accès sont-elles signalées et examinées par la direction ? Oui Non

VIII. VÉRIFICATIONS INTERNES DES VIREMENTS DE FONDS

1. Le proposant accepte-t-il les instructions de virements de fonds des employés, des dirigeants ou des propriétaires par téléphone, par courriel ou par tout autre moyen de communication électronique ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez décrire les procédures d'authentification des instructions (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

2. Le proposant exige-t-il une double autorisation et l'approbation du superviseur de l'employé désigné pour :
- a. Les demandes de paiement interne envoyées vers un compte situé à l'extérieur du Canada ? Oui Non
- b. Les demandes de paiement au-delà d'un certain montant ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez indiquer le montant : _____ \$

IX. VÉRIFICATIONS DES FOURNISSEURS

1. Le proposant tient-il à jour une liste principale de tous les fournisseurs agréés ? Oui Non

2. Le proposant a-t-il mis en place des procédures afin de vérifier la réception des stocks, des fournitures, des biens ou des services par rapport à une facture avant d'effectuer le paiement à un fournisseur ? Oui Non
3. Le proposant valide-t-il toutes les demandes de modification concernant les informations relatives au compte d'un fournisseur (notamment les informations bancaires, les changements apportés à des factures, les numéros de téléphone et les coordonnées) en appelant directement celui-ci ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez répondre aux questions a. à c. ci-dessous. Si vous avez répondu « non », veuillez joindre une description du processus de vérification hors bande utilisé à la place d'un appel (si l'espace est insuffisant, veuillez fournir l'information manquante dans un document séparé) :

- a. Le proposant s'abstient-il de valider des demandes de modifications jusqu'à ce que le fournisseur ait confirmé l'authentification de celles-ci ? Oui Non
- b. Le proposant valide-t-il les modifications demandées par le fournisseur auprès d'une personne travaillant chez celui-ci et autre que celle qui les a demandées ? Oui Non
- c. Le proposant exige-t-il que toutes les demandes de modifications à apporter aux dossiers des fournisseurs soient examinées par un superviseur ou un approbateur de niveau supérieur avant de les traiter ? Oui Non
4. Le proposant génère-t-il des rapports d'exception indiquant toutes les modifications apportées aux données des fournisseurs ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » :

- a. À quelle fréquence les rapports d'exception sont-ils générés ? _____
- b. Qui est responsable de l'examen des rapports d'exception ? _____

X. VÉRIFICATIONS DES VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES POUR LES COMPTES CLIENTS

1. Quel est le nombre moyen de virements de fonds quotidiens effectués pour le compte des clients par le proposant et leur valeur moyenne ?
- a. Au Canada : nombre de virements : _____ valeur : _____ \$
- b. Aux États-Unis : nombre de virements : _____ valeur : _____ \$
- c. Dans un autre pays : nombre de virements : _____ valeur : _____ \$
2. Le proposant accepte-t-il les instructions de virements de fonds des clients par téléphone, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication électronique ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez décrire les procédures d'authentification des instructions (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

3. Le proposant a-t-il mis en place des procédures écrites qui définissent clairement les niveaux d'autorité pour les autorisations accordées et les vérifications en ce qui concerne les virements de fonds effectués pour le compte des clients ? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez indiquer si les lignes directrices traitent des points suivants :

- a. Les procédures comprennent-elles une liste des employés autorisés à effectuer des virements télégraphiques ? Oui Non
- b. Les procédures exigent-elles une séparation des tâches entre l'initiation, la réception, le traitement et le rapprochement des virements télégraphiques ? Oui Non
- c. Les procédures exigent-elles une double autorisation à partir d'un seuil précis ? Oui Non
- Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, quel est le seuil ? _____
- d. Les procédures exigent-elles une vérification par l'entremise d'un appel téléphonique ou par tout autre processus hors bande à partir d'un seuil précis ? Oui Non
- Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, quel est le seuil et quel est le processus (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :
- _____
- e. Les procédures s'appliquent-elles uniformément dans toutes les filiales, les unités commerciales et sur tous les sites ? Oui Non
4. Le proposant exige-t-il que les virements télégraphiques vers un compte situé en dehors des États-Unis soient examinés et approuvés par un superviseur ? Oui Non

XI. CONTRÔLES INFORMATIQUES

1. Le proposant dispose-t-il de contrôles informatiques qui comprennent les éléments suivants :
- a. Des mots de passe alphanumériques de 6 à 9 caractères ? Oui Non
- b. Des pare-feu permettant de restreindre le trafic entrant et sortant, afin de prévenir les accès non autorisés aux réseaux ? Oui Non
- c. Des antivirus et des anti-logiciels malveillants installés sur les ordinateurs ? Oui Non
- d. Des solutions de détection des intrusions, capables de détecter et d'alerter la personne responsable de la surveillance des activités malveillantes éventuelles sur le réseau du proposant ? Oui Non
- e. Une authentification multifactorielle pour l'accès au réseau à distance, pour les employés et les tierces parties qui travaillent en dehors du réseau de l'entreprise ? Oui Non
- f. Des procédures de mises à jour (par exemple, des correctifs) des logiciels de commerce pour les vulnérabilités connues en matière de sécurité ? Oui Non
- g. Une solution de chiffrement pour protéger tous les appareils mobiles (par exemple, les ordinateurs portables, les téléphones intelligents et les tablettes) ? Oui Non
- h. Des procédures pour révoquer immédiatement les identifications d'utilisateurs dès la fin d'un contrat de travail ? Oui Non
2. Le proposant dispose-t-il d'une politique écrite en matière de sécurité de l'information ? Oui Non
3. Le proposant identifie-t-il et évalue-t-il régulièrement les nouvelles menaces pesant sur le réseau et le site Internet public à l'aide d'un test d'intrusion ? Oui Non
4. Le proposant restreint-il les droits d'administrateur du système sur tous les ordinateurs afin d'empêcher les utilisateurs du réseau d'accéder à certaines fonctions ? Oui Non

5. Le proposant exige-t-il des prestataires de services qui ont accès à ses réseaux ou à ses systèmes informatiques qu'ils démontrent avoir mis en place des mesures de sécurité appropriées ? Oui Non

XII. HISTORIQUE DES SINISTRES

- Que le proposant soit couvert ou non par l'assurance, a-t-il subi un sinistre au cours des cinq (5) dernières années pour la garantie qu'il demande dans la présente proposition : Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous :

Date de la découverte du sinistre/des dommages	Montant du sinistre/des dommages	Montant remboursé par l'assurance	Circonstances du sinistre et mesures correctives prises
_____	_____ \$	_____ \$	_____
_____	_____ \$	_____ \$	_____
_____	_____ \$	_____ \$	_____

DÉCLARATION DU PROPOSANT

Les déclarations du proposant s'appliquent à la présente police :

À la connaissance du proposant, tous les employés de celui-ci ont toujours exercé leurs fonctions avec honnêteté. Sauf s'il est indiqué autrement dans les présentes, le proposant n'est au courant d'aucun renseignement selon lequel des employés auraient commis des actes malhonnêtes avant ou pendant leur emploi auprès du proposant. La connaissance par un administrateur ou un dirigeant apposant sa signature au nom du proposant de ses propres actes malhonnêtes, inconnus des autres administrateurs et dirigeants du proposant, n'est pas imputable à ce dernier.

De plus, le proposant comprend et reconnaît que :

- Le fait de remplir la présente proposition et toute proposition ou tout formulaire supplémentaire n'oblige pas CNA (« la Compagnie ») à émettre une police;
- Si une police est émise, la Compagnie s'est fondée sur les déclarations faites dans la présente proposition et dans toute proposition supplémentaire ainsi que sur d'autres déclarations faites à la Compagnie conjointement avec la présente proposition;
- Toutes les propositions supplémentaires, tous les énoncés et tout autre matériel fournis à la Compagnie conjointement avec la présente proposition sont incorporés par renvoi à la présente proposition et en font partie intégrante;
- La présente proposition constituera le fondement du contrat et sera incorporée par renvoi à cette police et en fera partie intégrante;
- Si une police est émise, le paiement des sinistres, des frais et des dommages aura pour effet de réduire le montant de garantie prévu par la police et pourra même l'épuiser complètement. Dans ce cas, la Compagnie ne prendra pas en charge la partie des sinistres, des frais ou des dommages qui excède le montant de garantie en vigueur de la police;
- Le défaut du proposant de déclarer à sa compagnie d'assurance actuelle :
 - une réclamation présentée contre lui pendant la présente période d'assurance
 - un acte, une omission ou une circonstance connus de lui et susceptibles de donner lieu à une réclamation; avant l'expiration de la police actuelle peut créer une lacune en matière d'assurance.

AVIS DE FRAUDE

Toute personne qui, sciemment et dans l'intention de frauder une compagnie d'assurance ou une autre personne, présente une proposition d'assurance renfermant des renseignements qui sont faux ou incomplets, ou qui, dans le but de tromper, dissimule des

